



Le pouvoir craint notre révolte : donnons-lui raison !

Jeudi, à la télé, Macron a annoncé l'envoi de soldats et de matériel militaire en Arabie saoudite, dans le but affiché de sécuriser les terminaux pétroliers menacés par les Houthis qui ont pris le contrôle du détroit de Bab-el-Mandeb. Il se justifie en expliquant qu'il fait tout pour contenir les prix de l'essence qui non seulement empêchent bon nombre d'entre nous de faire le plein, mais pèsent sur les prix alimentaires déjà à la hausse du fait de la canicule de cet été.

La guerre pour contenir les prix ? Sauf que la première flambée des prix du pétrole a été une conséquence de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la hausse actuelle un produit de la guerre des États-Unis et Israël contre l'Iran. Macron veut sécuriser les intérêts des pétroliers français au Moyen-Orient, notre pouvoir d'achat, il s'en moque !

Il y aurait pourtant des mesures très simples : augmenter les salaires, bloquer les prix. Mais cela voudrait dire toucher aux profits des capitalistes et le rôle de Macron est au contraire de permettre à ces profits de gonfler : la France est désormais sur la deuxième marche du podium des dividendes avec 61 milliards d'euros de dividendes distribués aux actionnaires...

Guerre aux plus fragiles

Macron-Lecornu prétendent économiser 54 milliards sur le prochain budget. Mais pas en puisant sur ces dividendes, ni dans les 211 milliards d'exonérations et subventions au bénéfice des patrons. Ces économies, ils vont les chercher en gelant les pensions des retraités, en gelant une nouvelle fois l'indice des fonctionnaires ainsi que les aides au logement ; en faisant la chasse aux arrêts maladie ; en imposant un délai de carence aux travailleurs étrangers pour l'ouverture de droits. Les hôpitaux sont dans un état lamentable ? Pareil pour les écoles ? Ils devront aussi se serrer la ceinture, comme tous les services publics. Mais pas le ministère des Armées, ni ceux de l'Intérieur ou la Justice qui doivent pouvoir s'en prendre à ces pauvres qui pourraient finir par se révolter.

Ne pas nous contenter de crier notre colère, mais préparer une lutte d'ensemble

C'est bien cette révolte que craint le pouvoir. À la télé, Macron a fini par concéder qu'il pourrait bien baisser les taxes sur l'essence : le spectre de la révolte des Gilets jaunes lui fait peur, et il a bien raison !

Samedi, plus de 100 000 manifestants ont dénoncé dans tout le pays l'inaction du gouvernement sur le climat après la canicule de cet été. Dimanche, les pompiers se sont rassemblés pour pointer l'indigence des moyens dont ils disposent. Et, ce mardi, les fonctionnaires manifesteront pour les salaires et le pouvoir d'achat, divers appels à les rejoindre ayant été lancés, comme chez les cheminots. Toute la semaine, des lycéens ont bloqué leur lycée pour dénoncer leurs conditions d'étude, refuser la sélection par le fric et ils pourraient bien rejoindre les cortèges de mardi.

Compter sur l'élection présidentielle pour résoudre au moins une partie de nos problèmes serait un mauvais calcul. D'abord, mai, c'est bien loin : dans quel état serait notre budget à nous au rythme actuel ? Ensuite, c'est un bien mauvais message envoyé à tous les candidats qui rêvent de gouverner pour le plus grand profit des patrons : cela laisserait croire que nous sommes prêts à attendre patiemment que le « salut » vienne d'en haut.

Nous devons au contraire manifester notre impatience et notre colère par tous les moyens. La journée de mardi doit être le début de la riposte à la guerre que nous mènent le patronat et le gouvernement à son service. On parle d'une nouvelle mobilisation des Gilets jaunes le 17 octobre : tout ce qui va vers une convergence de toutes les luttes est à prendre.

Nous devons discuter, sur nos lieux de travail comme dans les rangs des manifestations, des suites de la journée de mardi. Parce qu'il faudra qu'il y ait des suites. Et, si les syndicats se refusent à l'organiser, il nous faudra le faire nous-mêmes.

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 28 septembre 2026

**Grève et manifestation à Bordeaux
12h30 – Place de la République**

Comme c'est innovant !

Si les problèmes avec nos petits robots Jnov ne datent pas d'hier, mais depuis la rentrée, ça n'arrête pas. Problèmes de connexion, pannes régulières..., les utiliser, c'est une vraie tannée. Pour les bâtis, on n'a peut-être plus les chèvres, mais, avec les Jnov, on ne va pas tarder à le devenir

Tout ce que vous dites pourra être retenu contre vous

Plusieurs intérimaires ont passé ou passeront leurs entretiens. Rite de passage obligatoire, l'exercice est pour beaucoup stressant, chaque parole est scrutée, le moindre faux pas inquiète. Et dans ces entretiens, certains chefs cherchent à vous déstabiliser, vous pousser à l'erreur, quand ils ne se permettent tout simplement pas de vous demander votre avis sur les syndicats. La pratique est illégale, tout le monde le sait, mais depuis quand ça les arrête ?

À quoi servent ces entretiens ?

Les collègues sont là depuis des mois, n'est-ce pas suffisant ? Leur travail parle pour eux, alors pourquoi en passer par là ? Le plaisir sadique de passer les collègues sur le grill ? Peu probable. Ah oui, Dassault veut évaluer notre « savoir être », c'est-à-dire notre respect, voire notre docilité, vis-à-vis de la hiérarchie. Ça et sélectionner parmi tous les intérimaires ceux à qui Dassault aura la grande bonté d'accorder un CDI.

Non à la sélection !

Et pour ceux qui ne seront pas embauchés ? Promis ce sera la prochaine fois ? Après tout, ils ne sont pas du tout essentiels pour la production, pourquoi les embaucher ? Mais attendez... si ! Bien sûr que sans ces collègues, on ne tiendrait jamais leurs cadences ! Même là, régulièrement on cavale, on fait des heures pour tenir le rythme. Ce n'est pas d'embauches au compte-goutte de quelques intérimaires dont on a besoin, mais d'augmenter réellement nos effectifs.

Un Rafale, c'est sacré

Il a suffi qu'un salarié de Cergy dégrade un Rafale en construction pour que Dassault fasse courir le bruit d'une déstabilisation étrangère, reprise par tous les journaux et même par Macron. Résultat : section de recherche, saisie du Parquet pour « atteinte à la sûreté de l'État », etc. Tout ça pour finalement conclure qu'il s'agissait d'un conflit entre le travailleur et la boîte. Si on veut être défendu par la boîte, il vaut mieux être un Rafale qu'un salarié...

Deux Rafales, c'est divin

Depuis la venue du pape, les miracles se multiplient : tous les politiciens qui nous bassinent avec la laïcité se sont pressés aux grands-messes du pontife ; il n'y a plus de problème à ce qu'une minorité religieuse (28 % de croyants dans la population et seulement 6 % de pratiquants) multiplie les cérémonies et le prosélytisme sur la voie publique. Dernier prodige en date : après un discours sur la paix dans le monde, le Pape s'est envolé pour Lourdes sous l'escorte de Rafales. Alors, bientôt la béatification du Rafale ? En tout cas, un la couverture médiatique, quand il y a besoin de faire la pub du Rafale et de l'armée, rien est sacré.

Safran : toujours les profits avant la santé

Fin 2024, Safran reconnaissait avoir exposé les 450 salariés de son usine de Roche-la-Molière à des produits cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction. Pour éviter un procès, le géant de l'aéronautique avait payé... 8 000 euros. Deux ans plus tard, Médiapart révèle que Safran n'a pas tenu ses engagements. Les ventilations promises ne sont toujours pas installées et des salariés accusent la direction d'avoir tardé à les informer des risques, voire d'avoir caché des informations. Amende dérisoire, inspection du travail sans effet, mensonges sans honte pendant que la santé des travailleurs reste mise en danger : rien de nouveau sous le soleil du patronat.

« Ici les travailleurs décident » (slogan de la grève d'Airbus en Espagne)

Après 40 jours de grève, les salariés des différents sites d'Airbus Espagne se sont donnés rendez-vous le 12 septembre à Madrid pour une grande démonstration de force. Ils étaient 8000, le pari est réussi ! Ceux qui pensaient que les grévistes seraient fatigués et démoralisés peuvent aller se coucher !

Monaco : les super-riches à la fête

Une exposition un peu particulière vient de se dérouler dans la Principauté. Elle a regroupé 118 super yachts – c'est-à-dire mesurant plus de 24 mètres – pour une parade dans les eaux du port. Le plus gros cette année était le Leviathan, un bateau de 111 mètres de long, avec son propre hôpital à bord. On estime la valeur totale de ces bateaux à 4,6 milliards d'euros. Chaque année, 200 nouveaux grands yachts sortent des chantiers navals et ces derniers ont une liste d'attente de deux ans pour satisfaire la demande. Pour les super-riches toujours plus nombreux, ces méga-yachts servent surtout à frimer. Ils ne naviguent en moyenne que 10 % de temps. Sinon ils sont au port d'attache (56 %) ou au mouillage (34 %) et ne servent qu'à étaler l'ego de leurs propriétaires.

Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !